



Association québécoise
Plaidoyer-Victimes

rapport annuel
2007-2008

TABLE DES MATIÈRES

Message de la présidente	2
Une association au service des victimes	3
Les objectifs	3
Les services et activités	3
Bilan des activités 2007-2008	4
Défense des droits	4
Sensibilisation	5
Alimenter la réflexion sociale ... sur la sécurité des aînés	6
Publications	7
Partenariats et concertation	8
Consultations, conférences et publications	8
Participation à des événements organisés par des partenaires	9
Ressources et dépenses	10
Plaidoyer-Victimes en chiffres	11
Remerciements	11

Message de la présidente

J'aurai toujours le sentiment qu'un rapport annuel d'activités est un pâle reflet de la vie des organismes, de leur investissement, de l'énergie qui les anime. C'est un peu comme un album de photos prises en instantané. Sous les rubriques qui défilent et dont les titres ne sont pas toujours « accrocheurs », émergent des images... Celles des projets dans lesquels nous nous sommes engagés, parce que nous les croyions porteurs de changement. Celles des personnes qui nous ont inspirés et alimentés quand nous les avons côtoyées au quotidien ou dans les lieux où nous avons tissé des collaborations.

En 2007-2008, l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes a déployé plusieurs activités autour de la problématique des rapprochements sexuels entre un professionnel de la santé et un ou une cliente. Nos documents ont eu une vaste diffusion au Québec. La recherche que nous poursuivrons au cours de la prochaine année nous permettra d'aborder un enjeu important, soit l'exercice des recours dont disposent les victimes qui ont subi ce type d'agression devant des instances comme les tribunaux civils ou les ordres professionnels.

Par ailleurs, les colloques portant sur la sécurité des aînés et la justice réparatrice ont été de francs succès tant au plan de la participation, de la qualité des communications que des échanges. Encore là, en s'alliant à d'autres partenaires, Plaidoyer-Victimes a misé sur une formule gagnante. Quand on jette un regard sur le bilan de la dernière année, on peut donc dire qu'il a été riche de collaborations avec plusieurs groupes ou organismes, de projets qui ont été rendus possibles grâce à la mise en commun de nos efforts, de nos expertises.

L'année 2008-2009 s'ouvre sur d'autres projets qui nous emballent. On peut mentionner, par exemple, la révision de notre *Guide d'intervention auprès des victimes d'actes criminels* et la préparation du colloque pour souligner les 25 ans de Plaidoyer-Victimes. Nous allons également consacrer beaucoup d'énergie à l'examen de la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels* afin de soumettre des propositions au gouvernement québécois pour une éventuelle réforme. L'appui que nous avons reçu de la part du ministère de la Justice du Québec à ce projet, lors du colloque du réseau des CAVAC en avril dernier, est très encourageant. Ce sera une autre belle occasion de travailler de concert avec les organismes qui partagent nos préoccupations et nos idéaux.

Après toutes ces années, l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes ne manque pas d'idées, ni de vision. Elle peut s'appuyer sur de nombreuses personnes à la permanence, au conseil d'administration, au sein de ses comités pour réaliser ses rêves et ses ambitions. Merci à vous.

Merci à Marie-Hélène, à Katia, à Dorra, à Marie-Claude, à Louise, parce que vous savez si bien les actualiser.



Arlène Gaudreault
Présidente

Une association au service des victimes

L'Association québécoise Plaidoyer-Victimes est une organisation à but non lucratif qui a pour mission la promotion et la défense des droits et intérêts des victimes d'actes criminels. Depuis 1984, Plaidoyer-Victimes a contribué au développement de nombreux programmes et initiatives qui ont notamment permis l'amélioration des pratiques à l'endroit des victimes, une meilleure compréhension de leurs besoins et l'humanisation du système de justice pénale. L'Association est forte de la présence de ses quelque 230 membres (organismes ou individus) provenant des organismes d'aide aux victimes, du système d'administration de la justice, du réseau de

la santé et des services sociaux, du milieu de l'enseignement et de la recherche ou qui œuvrent en pratique privée.

Au cours des deux dernières décennies, des jalons ont été franchis. C'est le fruit d'un travail collectif, de la mise en commun des efforts d'un grand nombre de personnes et d'organismes qui ont partagé les idéaux de l'Association. Plaidoyer-Victimes reste un maillon important dans la chaîne des acteurs qui travaillent à la mise en œuvre d'une justice plus équitable et empreinte de plus d'humanisme à l'endroit des victimes.

Les objectifs

- » Développer et diffuser des connaissances sur la situation des victimes d'actes criminels et sur la victimisation criminelle et ses enjeux;
- » Faire des représentations auprès des instances concernées par la situation des victimes;
- » Appuyer et promouvoir le développement des ressources pour les victimes d'actes criminels;
- » Alimenter la réflexion sociale;
- » Promouvoir et participer aux partenariats multisectoriels.

Les services et activités

- » L'information, la référence et le soutien aux victimes;
- » La formation;
- » La production d'outils de formation, d'information et de sensibilisation;
- » Les activités de représentation;
- » Les activités d'information et de sensibilisation;
- » La recherche.



CONSEIL D'ADMINISTRATION 2007-2008

PRÉSIDENTE

Arlène Gaudreault

*Chargée de cours et coordonnatrice des stages
École de criminologie de l'Université de Montréal*

VICE-PRÉSIDENTE

Lise Poupart

*Responsable clinique
Service d'évaluation et d'aide aux victimes de violence
conjugale et familiale
Côté-Cour — CSSS Jeanne Mance*

TRÉSORIÈRE

M^e Julie Lefebvre

*Avocate
Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement
sexuel au travail de la province de Québec*

ADMINISTRATEURS-TRICES

Brigitte Bédard

*Intervenante Sensibilisation - Formation - Concertation
Carrefour pour Elle*

Claude Bussièrès

*Enquêteur/médiateur
Commission des droits de la personne et des droits
de la jeunesse*

M^e Josée Fontaine

*Procureur aux poursuites criminelles et pénales
Palais de justice de Montréal*

M^e Catherine Gauvreau

*Chargée de programme
Traite d'enfants
Bureau international des droits des enfants*

Chantal Lachance

*A.R.H. équipe Évaluation-orientation
Centre jeunesse de Laval*

Catherine Rossi

*Doctorante et chargée de cours
Université de Montréal*

Bilan des activités 2007-2008

LES RAPPROCHEMENTS SEXUELS ENTRE UN PROFESSIONNEL DE LA SANTÉ ET UN OU UNE CLIENTE – UN INTERDIT, UNE AGRESSION SEXUELLE, UN CRIME

En 2007-2008, l'Association a entrepris un projet d'envergure qui répond à l'objectif de défense des droits des victimes par le biais du développement et de la diffusion des connaissances: il s'agit du projet *Sensibilisation, information et formation à la problématique des agressions sexuelles commises par des professionnels de la santé*.

Ce projet a pu voir le jour suite à une demande en provenance d'une victime de ce type d'agression sexuelle. En effet, au cours de l'été 2006, cette personne nous adressait un courriel qui disait essentiellement: «J'ai été victime d'agression sexuelle par un professionnel de la santé. Il a plaidé coupable devant son ordre professionnel. Maintenant les policiers qui n'avaient pas procédé avec ma plainte parce que c'était ma parole contre la sienne, reviennent à la charge. Je ne sais pas si je serai capable. J'ai perdu ma famille qui m'a cru folle durant longtemps. Je ne sais pas si vous pouvez m'aider ou me conseiller. J'espère pouvoir aider quelqu'un d'autre».

Quelques mois plus tard, après plusieurs recherches et plusieurs rencontres, l'Association déposait une demande de financement afin de réaliser un vaste projet échelonné sur une année permettant de développer des outils de sensibilisation et d'information s'adressant aux victimes, aux intervenants et à la population, et d'améliorer l'accès aux services et aux recours pour les

» DÉFENSE DES DROITS

Plaidoyer-Victimes, depuis ses débuts, a défendu les droits et intérêts des victimes d'actes criminels auprès des instances politiques tant au Québec qu'au Canada. Par ses représentations et son action militante, l'Association a contribué à l'amélioration des politiques, des législations et des pratiques dans plusieurs sphères d'intervention.

CAMPAGNE POUR UNE AUGMENTATION DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE

Le 1^{er} janvier 2008, le gouvernement du Québec augmentait les seuils d'admissibilité à l'aide juridique, conformément à la réforme adoptée en 2005 et s'étalant de 2006 à 2010. Au début du mois de février, Plaidoyer-Victimes a joint sa voix à celle de la Coalition pour l'accès à l'aide juridique en adressant une lettre au ministre de la Justice y déplorant, comme d'autres organismes, le fait que cette réforme n'a pas eu les effets escomptés et que de nombreux citoyens sont toujours exclus du régime.

Plusieurs personnes victimes sont aux prises avec de lourdes démarches auprès de la CSST, de l'IVAC ou des tribunaux lors de recours civils. Malheureusement, on observe encore trop souvent que nombre d'entre elles ne peuvent être représentées par un avocat de l'aide juridique devant ces diverses instances. De plus, les personnes qui ont subi une victimisation criminelle sont très

bannière fourni par katia

» SENSIBILISATION

SEMAINE NATIONALE DE SENSIBILISATION AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DU 22 AU 28 AVRIL 2007 SOUS LE THÈME C'EST LE TEMPS D'ÉCOUTER

En avril 2006, le ministre de la Justice et procureur général du Canada annonçait la tenue de la toute première *Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels*. Annoncée tardivement, elle passa inaperçue au Québec. En 2007, l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes organisait trois activités dans le cadre de cette Semaine et conviait les intervenants, intervenantes, victimes et population en général à y assister.

Le **24 avril 2007**, l'Association procédait au lancement de l'édition avril 2007 des *Cahiers de PV — Antenne sur la victimologie* sur le thème des abus sexuels commis par des thérapeutes. Pour l'occasion, Plaidoyer-Victimes avait invité M. Gary Schoener à présenter une conférence intitulée *The Ultimate Betrayal*. M. Schoener est psychologue clinicien et

l'auteur de *Psychotherapists Sexual Involvement With Clients: Intervention & Prevention*. À ce jour, il a agi à titre de consultant dans plus de 3 000 causes d'inconduite professionnelle. Il est souvent appelé à œuvrer comme témoin expert et possède une expérience de travail considérable auprès des victimes et de leurs proches, des organismes de défense des droits, des ordres professionnels et en ce qui a trait à l'évaluation des professionnels délinquants. Depuis 1973, il dirige le Walk-in Counseling Center (Minneapolis), récipiendaire du Gold Achievement Award in Hospital & Community Psychiatry, la plus haute distinction décernée par l'American Psychiatric Association dans ce domaine. Une cinquantaine de personnes ont assisté à l'événement et ont pu échanger avec le conférencier sur les différentes facettes de cette problématique.

victimés. Le projet devait aussi permettre de développer une formation spécifique sur la problématique destinée aux intervenants et de réaliser une recherche afin, notamment, d'identifier les possibilités et limites des modèles existants de recours pour les victimes. En effet, nous pressentions ou savions déjà que ce type d'agression sexuelle était peu connu, peu dénoncé, que peu ou pas d'information spécifique était disponible pour les victimes et que celles-ci se butaient à maints obstacles lorsqu'elles utilisaient les recours à leur disposition.

Le 22 janvier 2007, l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes procédait au lancement public du guide d'information en français et du dépliant (anglais/français) *Les rapprochements sexuels entre un professionnel de la santé et un ou une cliente – Un interdit, une agression sexuelle, un crime*. Pour l'occasion, l'Association a retenu les services de la troupe théâtrale *Mise au Jeu* afin d'illustrer les difficultés que peuvent rencontrer les victimes et leurs proches. Environ 70 personnes ont ainsi pu échanger avec les comédiens et comédiennes étant donné la formule participative privilégiée.



Elles ont aussi assisté à la présentation du guide et du dépliant par l'agente de recherche, Louise Brossard. Suite au lancement et à la publicité entourant la publication du guide et du dépliant, plus de 2000 guides et 5000 dépliantés ont été commandés par des intervenants provenant des réseaux publics, communautaires ou en pratique privée et œuvrant auprès des victimes.

Le 14 mars 2008, la formation *Le rapprochement sexuel thérapeute/patient: comment aider les victimes?* se donnait à Montréal à une quinzaine d'intervenants et intervenantes. Cette formation a été dispensée par Marie Valiquette, Ph.D. en psychologie et consultante en situations problématiques liées aux transgressions des frontières relationnelles.

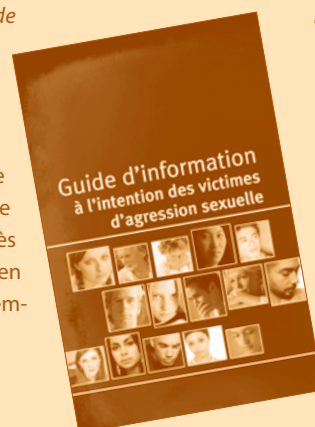
L'Association poursuit actuellement ce projet par le biais d'une recherche dont les résultats seront déposés à la fin juin 2008. La recherche consiste en un examen du droit au sens large, et de la pratique, afin de développer une approche créative au problème soulevé. Le rapport de recherche devrait fournir des recommandations générales d'amélioration des recours à la disposition des victimes, de programmes de prévention et d'éducation, ainsi que des pistes de recherche future.

souvent démunies sur le plan financier et beaucoup d'entre elles sont sans emploi. Elles doivent se défendre seules alors qu'elles ont besoin d'expertise et de conseils face à des procédures lourdes et complexes. Leurs dossiers se retrouvent de plus en plus dans des processus de conciliation et de médiation dont, souvent, elles ne comprennent ni les tenants ni aboutissants. Ces victimes ont très souvent le sentiment de ne pas avoir été entendues, de ne pas comprendre les décisions qui ont été rendues, et plusieurs ressortent de cette expérience avec l'impression qu'elles ont été flouées. Une telle situation contribue à les revictimiser et retarde, sinon empêche, leur rétablissement. Les coûts sont lourds à porter pour les victimes et leurs familles.

Pour ces personnes victimes et pour les autres citoyens qui doivent avoir un meilleur accès à la justice, nous demandons au ministre d'intervenir rapidement afin que:

- » Les seuils d'admissibilité à l'aide juridique soient haussés pour qu'une personne seule, travaillant au salaire minimum (40h/semaine), soit admissible à l'aide juridique gratuitement;
- » Les seuils d'admissibilité des autres catégories de requérants, y inclus le volet avec contribution, soient modifiés en conséquence;
- » L'admissibilité à l'aide juridique se fasse à partir du revenu mensuel des requérants;
- » L'indexation annuelle des seuils d'admissibilité soit maintenue.

Le **25 avril 2007**, l'Association organisait le lancement du *Guide d'information à l'intention des victimes d'agression sexuelle* et de la réédition du *Dépliant des ressources pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal*. À titre de membre de la Table de concertation sur les agressions à caractère sexuel de Montréal et de membre du Comité qui a veillé à l'élaboration du guide d'information, Plaidoyer-Victimes voulait appuyer les efforts des membres de la Table en permettant qu'un lancement public puisse se tenir. Le guide, dont l'édition a été soutenue financièrement par l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, a connu un tel succès que le ministère de la Santé et des Services sociaux a décidé d'en imprimer plusieurs dizaines de milliers de copies destinées à l'ensemble du territoire québécois.



Le **26 avril 2007**, l'Association organisait la présentation de la formation *Victimisation secondaire: C'est quoi l'affaire?* et de la vidéo *Quand cesse l'écoute... La victimisation secondaire commence*. Là encore, l'Association a été partie prenante du projet de formation puisqu'elle a été membre pendant deux ans du Comité provincial des partenaires (CPV2) qui en a assuré l'élaboration. Plaidoyer-Victimes a voulu faire connaître cette formation sur la victimisation secondaire dispensée par l'AGIDD-SMQ.

Les deux conférencières présentes lors de l'événement, Céline Cyr et Véronique Fantetti, ont exposé les multiples thèmes abordés dans le cadre de la formation.

ALIMENTER LA RÉFLEXION SOCIALE ... SUR LA SÉCURITÉ DES AÎNÉS

En partenariat avec le Réseau Internet Francophone Vieillir en Liberté (RIFVEL) et l'Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec (CSQ), et dans le cadre du 30^e anniversaire du certificat de gérontologie de l'Université de Montréal, l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes a coordonné l'organisation et la tenue du *Symposium Vieillir en sécurité... À quelles conditions?*, les 24 et 25 octobre 2007 à Montréal.

La notion de *Vieillir... en sécurité* s'inspire d'un texte de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui stipule qu'au départ, la sécurité est un droit fondamental de l'être humain. En effet, selon l'OMS, la sécurité est « un état où les dangers et les conditions pouvant provoquer des dommages d'ordre physique, psychologique ou matériel, sont contrôlés de manière à préserver la santé et le bien-être des individus et de la communauté. La sécurité est ainsi une ressource indispensable à la vie quotidienne qui permet à l'individu et à la communauté de réaliser ses aspirations ».

Déjà, en mars 2006, Plaidoyer-Victimes organisait un *Séminaire de pratiques d'intervention auprès des personnes âgées vulnérables*. Il s'agissait alors d'échanger sur les outils et moyens permettant d'évaluer le niveau de danger ou d'insécurité de certaines situations en fonction des caractéristiques des personnes âgées vulnérables ou des risques de leur environnement.

Un peu plus d'un an plus tard, en 2007, l'Association et ses partenaires ont voulu alimenter la réflexion sociale sur les enjeux de sécurité de la population âgée dans le contexte du vieillissement accéléré de la population. En effet, différents rapports gouvernementaux et de nombreux dossiers de presse attestent que notre société n'est pas, sous plusieurs aspects, apte à relever le défi de garantir les conditions de sécurité des personnes âgées, de leur patrimoine et de leur environnement.

Le symposium visait les objectifs suivants:

- » Dresser un bilan des principaux enjeux de sécurité pour les aînés, dans les secteurs les plus significatifs;
- » Mettre en évidence les risques majeurs et les mesures de protection des personnes et de leur patrimoine;
- » Identifier les défis actuels et dégager les conditions de développement d'une meilleure sécurité pour les aînés.

Ce sont plus de 300 personnes provenant de plusieurs régions du Québec qui ont pu échanger sur les trois thèmes à l'étude:

- » Vivre bien intégré dans sa communauté;
- » Habiter un milieu de vie sécuritaire;
- » Mettre à l'abri son épargne et son patrimoine.

Des collaborateurs prestigieux de l'enseignement et de la recherche, de la sécurité publique, de la santé et des services sociaux, des organismes au service des aînés et des associations d'aînés, ont pris part au projet. Ainsi, les quelques 40 conférenciers et conférencières ont pu transmettre quelques enjeux majeurs liés à la thématique qu'ils couvraient.

Au sortir du Symposium, une douzaine de recommandations ont été émises en lien avec les préoccupations soulevées durant ces deux journées et ont été présentées à la ministre Blais lors du forum d'expert de Montréal dans le cadre de la consultation publique sur les conditions de vie des aînés mise en place par le gouvernement du Québec. Ces recommandations, tout comme les présentations faites lors du symposium, sont disponibles à l'adresse:

www.fep.umontreal.ca/geronto/symposium1007.html



FORMATION

La formation et la sensibilisation des intervenants, tout comme le développement de contenus faisant état des nouvelles connaissances sur des problématiques et des pratiques touchant la victimisation criminelle, sont complémentaires aux interventions auprès des victimes. En 2005-2006, l'Association initiait un programme de formation annuel qui s'est poursuivi jusqu'à maintenant et qui offre des formations diversifiées et de pointe donnés par des formateurs et formatrices ayant une expertise reconnue. En 2007-2008, les formations ont encore été dispensées dans plusieurs villes du Québec, facilitant ainsi leur accès aux intervenants, soit Baie-Comeau, Québec, Gatineau, Drummondville et Montréal. Près de 200 personnes ont participé aux formations offertes.

Plaidoyer-Victimes accorde une place centrale aux besoins d'information des victimes, des membres, des partenaires et des médias. L'ampleur et la diversité des demandes en provenance des victimes, mais aussi des intervenants des divers milieux de pratique témoignent des besoins d'information sur les droits, recours et services.

CAHIERS DE PV – ANTENNE SUR LA VICTIMOLOGIE

Les Cahiers de PV — Antenne sur la victimologie sont publiés deux fois par année et distribués gratuitement aux membres, tout en étant disponibles pour la vente. Chaque numéro traite d'une problématique spécifique en la documentant en termes d'état des connaissances et de la recherche, de droits et recours pour les victimes, d'intervention sociojudiciaire, de prévention, d'information sur les ressources, etc. L'édition d'avril 2007 abordait le thème des abus sexuels commis par des thérapeutes alors que l'Association amorçait un vaste projet sur cette problématique. L'édition de novembre 2007 traitait quant à elle de la question des *Victimisations et règlement des conflits: de nouvelles approches*. L'Association voulait ainsi apporter sa contribution à la réflexion autour des différentes approches que l'on peut qualifier d'«alternatives» ou de «réparatrices». La contribution de l'Association s'est aussi manifestée par la distribution gratuite de ce numéro aux quelque 220 participants au Symposium sur la justice réparatrice qui s'est tenu à Montréal les 20 et 21 novembre 2007.



L'INFO PV — BULLETIN DE LIAISON DE PLAIDOYER-VICTIMES

L'INFO PV – Bulletin de liaison de Plaidoyer-Victimes a vu le jour en février 2007. Il se veut un outil de communication entre l'Association, ses membres et ses partenaires. Il s'agit d'un bulletin électronique publié trois fois par année dans lequel on peut suivre l'évolution des dossiers de Plaidoyer-Victimes. On y retrouve plusieurs capsules d'information abordant des aspects juridiques et historiques, de même que des nouvelles «hors frontières» en lien avec la défense et la promotion des droits et des intérêts des victimes d'actes criminels. Une section est également réservée aux membres et à leurs projets. En 2007-2008, y ont été présentés le CRIPHASE (Centre de Ressources et d'Intervention pour Hommes Abusés Sexuellement dans leur Enfance), l'organisme de justice alternative Aux Trois Pivots et l'AQIS (Association du Québec pour l'intégration sociale).

Les trois numéros sont disponibles www.aqpv.ca



Programme de formation 2007-2008

L'accompagnement des victimes souffrant de stress post-traumatique

Formatrice: Pascale Brillon, Ph. D.
 » Baie-Comeau, Montréal et Québec

Le rapprochement sexuel thérapeute / patient: comment aider les victimes?

Formatrice: Marie Valiquette, Ph. D.
 » Montréal

«En Main»: un outil d'aide à la prise de décision en intervention dans la maltraitance envers les personnes âgées

Formatrice: Marie Beaulieu, Ph. D.
 » Drummondville et Montréal

L'intervention auprès de survivants masculins d'agressions sexuelles dans l'enfance

Formateur : Gaétan St-Arnaud, tsp
 » Baie-Comeau, Drummondville et Montréal

» PARTENARIATS ET CONCERTATION

Depuis ses débuts, Plaidoyer-Victimes a développé et maintenu des liens avec un ensemble d'associations en siégeant sur les instances décisionnelles ou en participant activement à des comités de travail ou à des consultations. En 2007-2008, les activités se sont poursuivies. Quelques faits saillants :

- » Membre du Comité organisateur de la *Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels*. Le mandat de ce comité est de fournir des suggestions, des conseils et un appui au Centre de la politique concernant les victimes pour élaborer des produits, planifier des activités et promouvoir la *Semaine nationale*.
- » Membre du *Comité consultatif sur les questions concernant les victimes* sous l'égide du Centre de la politique concernant les victimes du ministère de la Justice Canada. Réunissant des services qui œuvrent dans le champ de l'assistance aux victimes ou en défense des droits. Le Comité agit en qualité d'expert en vue d'augmenter la capacité du ministère de la Justice de mener des recherches, d'élaborer des lois et des politiques pouvant améliorer la situation des victimes d'actes criminels. La présidente de Plaidoyer-Victimes termine son mandat en 2008.
- » Membre de la *Table de concertation en violence conjugale de Montréal* et de son comité de coordination à titre de représentant du secteur Défense collective des droits. En 2007-2008, Plaidoyer-Victimes a participé activement aux travaux de la Table en s'impliquant notamment dans le comité Réalités particulières en violence conjugale et dans le comité d'encadrement sur la planification stratégique devant permettre l'élaboration d'un plan d'action triennal.

» CONSULTATIONS, CONFÉRENCES ET PUBLICATIONS

Chaque année, l'Association est sollicitée pour prendre la parole lors de colloques et de journées d'études. Elle est conviée à présenter ses commentaires sur des sujets variés ou invitée à rédiger des articles dans des revues diverses. Ce sont autant d'occasions d'approfondir des enjeux reliés à la victimisation criminelle et à l'assistance aux victimes dans ses différentes facettes, de faire connaître notre point de vue face à des questions d'actualité, à des propositions législatives ou à des changements qui marquent l'évolution dont nous sommes témoins dans plusieurs sphères de la victimologie. Ces différentes tribunes nous permettent de sensibiliser et d'impliquer de nombreux partenaires face à des enjeux qui nous préoccupent.

- » Participation à la Table ronde «La peine ne règle pas tout» et personne ressource dans l'atelier «La place de la victime dans la justice réparatrice» lors du 33^e congrès de la Société de criminologie du Québec *La peine, ça vaut la peine d'en parler*, mai 2007.
- » «Parqués dans nos usines à cours», article paru au www.lesoleil.com, édition du 21 avril 2007. Lu par le comédien Marc Béland lors de l'émission *Des Kiwis et des hommes*, mai 2007.
- » Collaboration au journal *Le Devoir* pour l'article «Quand la thérapie tourne à l'inceste», 14 mai 2007.
- » Participation à la rencontre du Comité-conseil en matière d'agression sexuelle sous l'invitation du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle dans le cadre du dépôt du *Rapport sur la mise en œuvre des engagements gouvernementaux 2001-2006* et de l'élaboration du prochain plan d'action gouvernemental quinquennal. L'Association a transmis plusieurs recommandations en lien avec son projet sur les agressions sexuelles commises par des professionnels de la santé, juin 2007.
- » Rencontre avec M. Dominique Mallasagne, Premier substitut et adjoint au Chef du Bureau d'aide aux victimes et de la politique associative, et Mme Sophie Peyret, Bureau d'aide aux victimes et de la politique associative, Service de l'accès au droit et à la justice de la politique de la ville, ministère de la justice Paris, dans le cadre de leur visite au Québec pour la 61^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise 2007 et 2008 sous le thème *Justice et victime : comment assurer la sécurité des victimes et les aider dans le contexte de la Justice réparatrice*, juin 2007.
- » Participation à l'Évaluation mi-parcours de la stratégie fédérale d'aide aux victimes (SFAC) par le ministère de la Justice Canada, juillet 2007.
- » 31^e Congrès canadien de Justice pénale *Bâtir et soutenir des communautés saines et plus sûres*. Atelier «Le traitement des victimes lorsque l'accusé souffre de troubles mentaux», novembre 2007.
- » Consultations particulières pour le dépôt du projet de loi modifiant la *Loi sur les normes du travail relativement aux absences et aux congés*, ministère du Travail du Québec, novembre 2007.
- » Recension du livre de Sylvie Frigon, Ph. D. Criminologie, «Écorchées», *Revue Femmes et Droit*, vol. 18, n^o 2, 2007.
- » Collaboration à l'article «Le système judiciaire québécois. Et les victimes dans tout ça?», *Journal du Barreau du Québec*, vol. 39, n^o 11, novembre 2007.
- » «Quand les projecteurs des médias sont braqués sur la délinquance sexuelle». Article publié dans la revue *Actualités Justice* de l'Association canadienne de justice pénale, vol. 22, n^o 4, automne 2007.
- » Rencontre avec des représentants de Miviludes (Mission interministérielle de Vigilance et de Lutte contre les Dérives sectaires) lors d'une rencontre organisée par le Centre international de criminologie comparée, mars 2008.

- » Membre de la *Table de concertation sur les agressions à caractère sexuel de Montréal*. L'Association a été activement impliquée dans le comité pour la réalisation du *Guide d'information à l'intention des victimes d'agression sexuelle* et a organisé le lancement public de ce guide dans le cadre de la *Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels* en avril 2007.
- » Membre de la *Table de concertation de Montréal pour l'accueil et le traitement des personnes ayant une déficience intellectuelle*. Les travaux de cette Table se poursuivent afin d'élaborer un protocole de collaboration intersectorielle. L'Association est également membre de la *Table de concertation provinciale Justice-Déficience intellectuelle* qui se réunit une fois par année. La dernière rencontre s'est tenue à Québec le 11 décembre 2007.
- » Membre du Comité organisateur du Symposium national sur la justice réparatrice *Défis et enjeux*. Ce symposium s'est tenu les 20 et 21 novembre 2007. Plaidoyer-Victimes a, pour l'occasion, offert aux 220 participants une copie de l'édition des *Cahiers de PV — Antenne sur la victimologie* portant sur «Victimisations et règlement des conflits: de nouvelles approches».
- » Membre du Comité consultatif de prévention du crime du Québec. À ce titre, l'Association a accepté d'être l'organisme fiduciaire pour l'administration des fonds d'un projet d'évaluation de mise en place d'un centre d'expertise en prévention au Québec.
- » Membre du conseil d'administration du Centre communautaire juridique de Montréal, un organisme chargé de dispenser l'aide juridique sur le territoire de la Ville de Montréal et celui de la Ville de Laval.
- » Partenaire de l'Alliance de Recherche Universités-Communautés (ARUC) *Femmes, violences et contextes de vulnérabilités*. L'Association poursuit son partenariat avec le CRI-VIFF en s'impliquant dans le comité de diffusion, d'appropriation et de transfert des connaissances.

» PARTICIPATION À DES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR DES PARTENAIRES

- » Animation de la Table ronde «La victimisation secondaire, une réalité dont l'ampleur est méconnue» lors du colloque annuel de l'AGIDD-SMQ sous le thème *La victimisation secondaire, c'est quoi l'affaire?*, mai 2007.
- » Animation d'une rencontre spéciale la Table de concertation en matière d'agression sexuelle de Montréal sur le thème *Le traitement des victimes d'agression sexuelle dans le système judiciaire*, juin 2007.
- » Tenue d'un kiosque lors des Journées professionnelles 2007 du Conseil multidisciplinaire du Centre jeunesse de Montréal — Institut universitaire sur le thème *Viens jouer dans mon monde... santé mentale et résilience*, juin 2007.
- » Séminaire sur la violence conjugale vécue par les femmes en situation de handicap organisé par le CRI-VIFF, octobre 2007.
- » Remise du prix Robert Sauvé catégorie «grand public» pour l'année 2007 à Arlène Gaudreault, présidente de Plaidoyer-Victimes, décerné par la Commission des services juridiques, octobre 2007.
- » Participation à la Table ronde nationale sur la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* à l'intention des victimes d'actes criminels, ministère de la Justice Canada, novembre 2007.
- » Allocution synthèse des échanges en clôture du colloque *Regards sur l'intervention en violence conjugale au Québec: chemins parcourus et défis à relever*, organisé par Pro Gam, novembre 2007.
- » Journée d'étude *La prise en compte de la diversité religieuse et culturelle dans l'offre de services en violence conjugale*, organisée par la Table de concertation en violence conjugale de Montréal, novembre 2007.
- » Assemblée générale des membres de l'ARUC *Femmes, violences et contextes de vulnérabilité*, CRI-VIFF, novembre 2007.
- » Lancement du guide *Human trafficking - Trata de personas — La traite des personnes* par le CRI-VIFF, novembre 2007.
- » Animation des plénières du Symposium national sur la justice réparatrice, novembre 2007.
- » Colloque *L'accès aux services pour la clientèle de Psychiatrie-justice: L'hôpital, la prison ou la rue?*, organisé par l'Institut Philippe-Pinel de Montréal, novembre 2007.
- » Rencontre de la Table de concertation provinciale *Déficience intellectuelle: Accueil et intervention au sein du système judiciaire*, décembre 2007.
- » Assemblée générale du Réseau Internet Francophone Vieillir en Liberté (RIFVEL), décembre 2007.
- » Membre du Comité pour la remise de la Bourse du 6 décembre (fondation Polytechnique), Comité du statut de la femme, Université de Montréal, décembre 2007.
- » Journée de sensibilisation du Service correctionnel du Canada pour les intervenants auprès des victimes, janvier 2008.
- » Lancement du rapport d'activités 2007 et des actes du 7^e colloque annuel du Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), février 2008.
- » Symposium *Chemins vers une sécurité accrue dans les collectivités*, commandité par le département du Patrimoine canadien et le Comité national consultatif ethnoculturel, Service correctionnel du Canada, mars 2008.

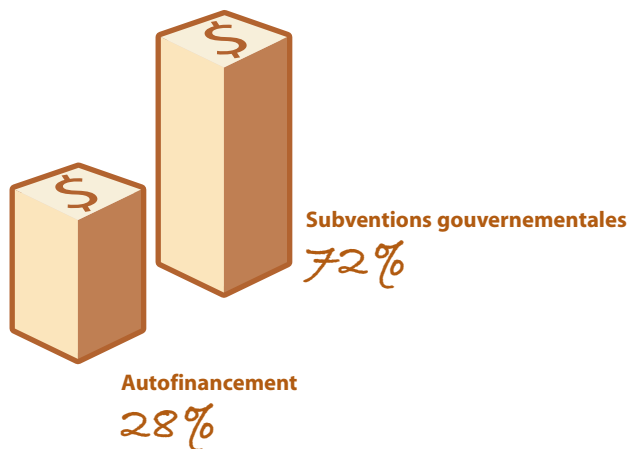


Ressources et dépenses

ÉTATS FINANCIERS 2007-2008

Le budget de l'Association Plaidoyer-Victimes pour la période 2007-2008 a été de 378 374 \$. Les revenus ayant été de 370 788 \$, un déficit de 7 586 \$ est inscrit pour l'année. L'actif net de l'Association au 31 mars 2008 est de 31 864 \$.

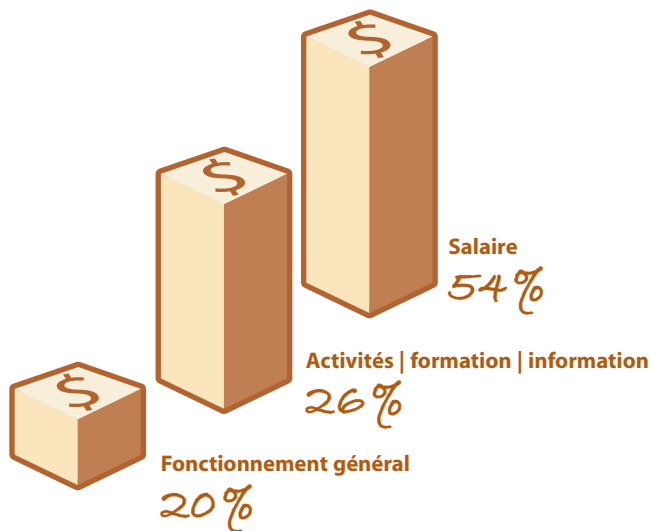
REVENUS



Du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008

Pour la période 2007-2008, les activités de l'AQPV ont pu se réaliser grâce aux subventions gouvernementales (72% des revenus), dont la principale provient du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, qui soutient la mission de défense collective des droits, les autres subventions étant liées à des projets spécifiques. Les revenus générés par les activités de sensibilisation, information et formation, les cotisations des membres, les ventes de documents et autres sources ont été de 102 003 \$ (28%) totalisant ainsi des revenus de 370 788 \$.

DÉPENSES



Du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008

Les dépenses relatives aux salaires et charges sociales ont été de 205 269 \$ (54%), les dépenses liées aux activités d'information, de formation et de sensibilisation ont été de 99 697 \$ (26%) tandis que les frais de fonctionnement général de l'Association ont été de 73 408 \$ (20%).


M^e Julie Lefebvre, trésorière

Vérificateur:
Martin Duchesne, comptable agréé

Note: les états financiers et le rapport du vérificateur sont disponibles à l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes

Plaidoyer-victimes en chiffres 2007-2008

MEMBRES 230

SERVICES ET ACTIVITÉS

Sessions de formation dispensées	9
Nombre de participants aux activités de formation et d'information	720
Nombre d'exemplaires des <i>Cahiers de PV</i> — <i>Antenne sur la victimologie</i> distribués	1137
Nombre de guides <i>Les rapprochements sexuels professionnel de la santé / client-e</i> distribués (français)	2315
Nombre de dépliants <i>Les rapprochements sexuels professionnel de la santé / client-e</i> distribués (français/anglais)	6200

REPRÉSENTATIONS

Participations à des colloques ou à des événements publics	8
Participations à des événements organisés par des partenaires	14
Participations à des comités de travail et Tables de concertation	47

RÉUNIONS

Réunions du conseil d'administration	8
Réunion des administrateurs et du personnel	1
Assemblée générale	1

REMERCIEMENTS

Merci à toutes les bénévoles, aux personnes-ressources, aux formatrices et formateurs, aux collaborateurs et collaboratrices des *Cahiers de PV* — *Antenne sur la victimologie* et de *L'INFO PV* et à ceux et celles qui ont participé à la diffusion des connaissances et à la réalisation des objectifs et des activités de l'Association au cours de l'année 2007-2008: M^{me} Elizabeth Aub Reid, M^{me} Pilar Barbal I Rodoreda, M^{me} Annie-Karine Beauchesne, M^{me} Mélanie Beaulac, M^{me}, Marie Beaulieu, M. Alain Beauregard, M. Denis Béliveau, M^{me} Caroline Benamza, M^{me} Isabelle Boisclair, M^{me} Pascale Brillon, M. Robert Cario, M^{me} Denise Caron, M. Serge Charbonneau, M^{me} Céline Cyr, M^{me} Edith Desnoyers, M^{me} Isabelle Dupré, M^{me} Véronica Fantetti, M^{me} Lyse Frenette, Juge Maurice Galarneau, M. David L. Gustafson, M^e Hélène Guay, M^{me} Annie Hébert, M^{me} Mylène Jaccoud, Sergent-déetective Lorraine Leblanc, M^{me} Louise Lévesque, M^e Sophie Marchildon, M^{me} Suzie Martineau, M^{me} Daphne Nahmiash, M^e Maude Pagé-Arpin, M. André Pelletier, M^{me} Susan Penfold, M. Louis Plamondon, M^{me} Sanda Rodgers, M. Yvon Rodrigue, M. Gaétan St-Arnaud, Dr Marc Ravart, M^{me} Louise Riendeau, M^e Rupert Ross, M^{me} Michèle Roy, M^{me} Barbara Sala, M^{me} Céline Savard, M^{me} Paule Savignac, M. Gary Schoener, M. Benoît St-Jean, M^{me} Danièle Tessier, M^{me} Carole Tremblay, M^{me} Marie Valiquette, M^{me} Janet Wohlberg, M^{me} Vicki Zorba et la troupe de théâtre Mise au jeu.

Plaidoyer-Victimes tient également à remercier les organisations suivantes pour leur soutien financier au Symposium national *Vieillir en sécurité... À quelles conditions?*

La Chambre des notaires du Québec, l'Autorité des marchés financiers, La Capitale — Assurances générales, l'Association des retraité(e)s des secteurs public et parapublic, le Curateur public du Québec, Famille et Aînés (Québec), le ministère de la Sécurité publique du Québec et la Société d'habitation du Québec.

L'ÉQUIPE DE PLAIDOYER-VICTIMES

Marie-Hélène Blanc

directrice générale

Louise Brossard

contractuelle de recherche

Marie-Claude Brunelle

coordonnatrice de la logistique

Katia Leroux

agente de recherche et d'information

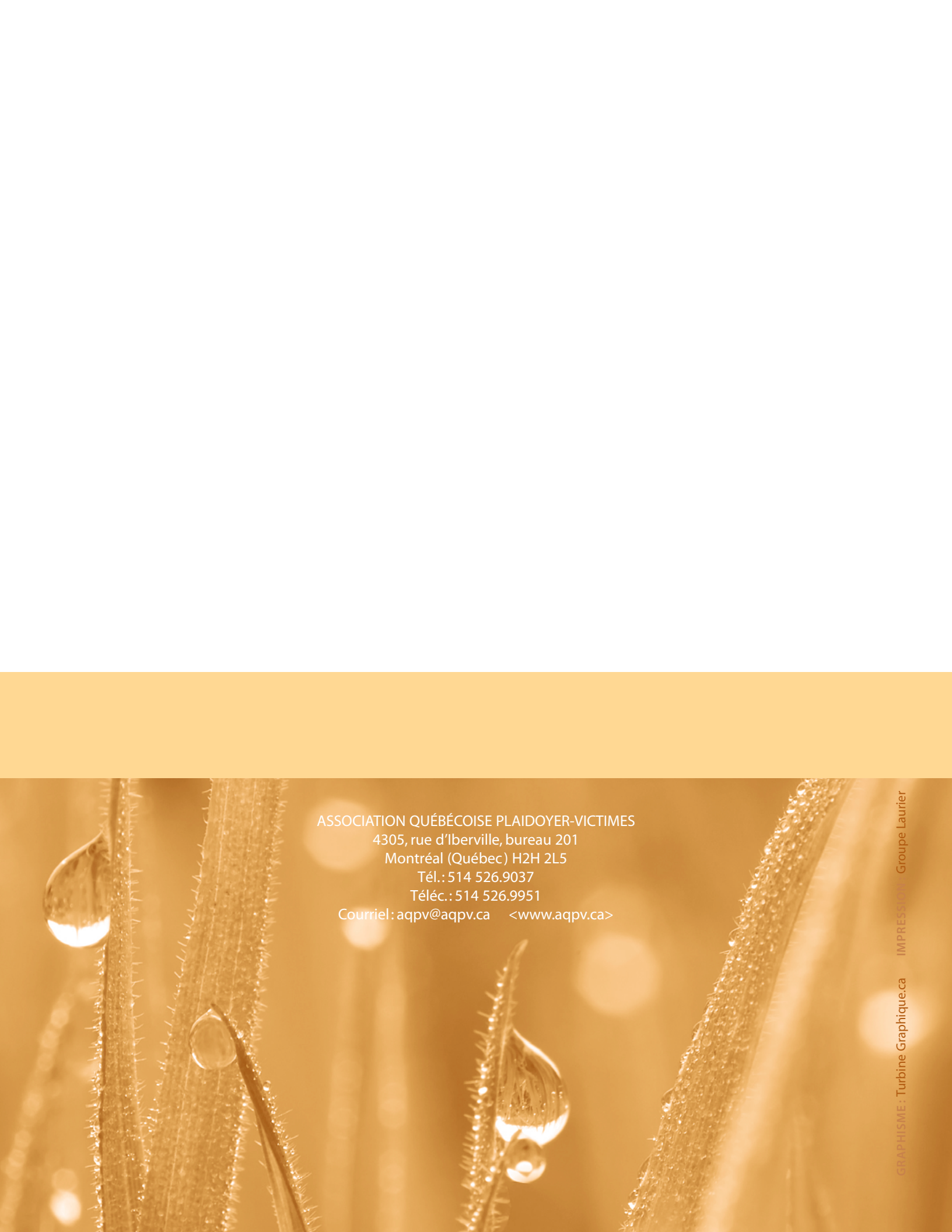
Dorra Sediri

adjointe administrative

MINISTÈRES SUBVENTIONNAIRES EN 2007-2008



Ministère de la Justice
Canada



ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES
4305, rue d'Iberville, bureau 201
Montréal (Québec) H2H 2L5
Tél.: 514 526.9037
Télec.: 514 526.9951
Courriel: aqpv@aqpv.ca <www.aqpv.ca>